

18 novembre 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du sommet franco-italien, Venise, Fondation Cini, vendredi 18 novembre 1983.

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais savoir si vous avez trouvé une entente sur ces trois, quatre sujets qui concentreront l'intérêt du sommet d'Athènes `Conseil européen`, c'est-à-dire sur les déséquilibres budgétaires et notamment sur le problème, si il faut limiter les dépenses de l'Allemagne `RFA`, sur le lait et la viande et tout dernièrement sur les montants compensatoires, je vous remercie.

- LE PRESIDENT.- Les débats ont été très approfondis sur ces sujets. L'essentiel de ce sommet franco-italien était d'une part l'examen de nos relations bilatérales, d'autre part, la préparation du sommet d'Athènes, puisque ce sommet européen a lieu dans deux semaines. Ces deux échanges se sont donc mêlés lors de l'examen de la politique agricole notamment. La politique agricole commune, est, je le crois, abordée sur la plupart des points, d'une façon convergente et, là où il fallait rapprocher les points de vues, cela a été fait. Assurément nous avons maintenant besoin d'éprouver ces points de vues avec les huit autres partenaires, et il est possible que sur tel ou tel aspect des choses, les positions italiennes et françaises ne soient pas identiques. Mais sur les grandes questions, c'est-à-dire celle des montants compensatoires, celle des produits de substitution, celle des compensations, celle des ressources propres de la Communauté enfin, soit il y a une entière communauté de vue, soit l'écart reste étroit et doit permettre que l'Italie et la France défendent les mêmes positions lors du sommet en question.

- Quand j'ai parlé de lait, je pense aux quotas en particulier £ mais parlant des quotas, je parle automatiquement des produits de substitution, origine des excédents. Une analyse un peu plus fine que celle que l'on a coutume de faire sur l'origine des excédents, dont se plaignent à juste titre plusieurs de nos partenaires que vous avez cités, montre que les montants compensatoires, l'agriculture hors sol qu'on appelle vulgairement "usine à lait", l'arrivée sans taxes des produits américains, tout cela contribuent largement au développement d'une production anarchique, excessive et finalement excédentaire. Nous avons même abordé un certain nombre d'idées qui m'ont paru très sérieuses sur les stocks, les stocks laitiers en particulier. Je vous confirme dans cette conviction que l'Italie et la France ont sur ce -plan, stocks de viande et stocks laitiers, procédé à un rapprochement sérieux de leurs points de vue.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous êtes déçu que l'Italie n'ait pas encore fait un choix européen pour l'Airbus et qu'elle continue ce mariage avec la technologie américaine ?

- LE PRESIDENT.- J'aurais préféré que l'Italie nous préfère.

- QUESTION.- Monsieur le Président, selon certaines informations le chancelier allemand Kohl aurait affirmé que le numéro un soviétique M. Andropov aurait une évolution dans sa pensée et accepterait maintenant, la non prise en compte de la force de frappe française et britannique dans le camp occidental. Est-ce que vous avez des informations sur ce point et surtout un commentaire à faire ?

- LE PRESIDENT.- Vous nous éloignez toujours, pas vous spécialement et vos collègues vous ont montré l'exemple, du sommet franco-italien ! Or, il me semble que c'est pour cela que nous sommes à Venise. On n'y a rien perdu au demeurant, par d'aussi belles journées dans une aussi belle ville. Mais enfin on n'est pas venu pour faire du tourisme. on est venu parler des affaires de

... dans l'Union européenne, en ce qui concerne les affaires de l'Italie et de la France, et des affaires de l'Italie et de la France par rapport à la Communauté `CEE`. Vous nous parlez de tout le reste...

- Je ne connaissais pas la déclaration du chancelier Kohl, ce que j'ai simplement constaté, c'est que dans le décompte de la dernière proposition de M. Andropov, les 140, un calcul serré pouvait laisser apparaître, en effet que le calcul exact des 162, 98 d'une part et 64 de l'autre, français, anglais, ne s'y retrouvait plus : mais comme il n'y a pas eu de discussion sur ce sujet entre l'Union soviétique et la France je voudrais connaître leur décompte avec précision avant de pouvoir prononcer un jugement utile.\

QUESTION.- (inaudible) (à propos du raid de l'aviation française près de Baalbek au Liban, jeudi 17 novembre 1983).

- LE PRESIDENT.- Je suis toujours à Venise, et votre question rentre dans la rubrique qui a valu à votre premier collègue ma réponse initiale, c'est-à-dire que je compte bien entretenir, quand le moment sera venu dans mon pays, d'abord la presse française, ensuite la presse internationale de la façon dont je conçois le développement des affaires internationales de la France. Mais ce n'est pas l'occasion aujourd'hui.

- QUESTION.- ... mais le président Craxi venait de dire dans son introduction qu'à Venise on avait parlé soit des -rapports bilatéraux entre la France et l'Italie, soit des -rapports Est-Ouest, soit des problèmes dans la Méditerranée. Vous dites, si j'ai pas mal entendu, qu'en réalité vous avez parlé seulement de la France et de l'Italie. où est la vérité ?

- LE PRESIDENT.- La vérité est que je n'entends pas vous dire un mot de plus sur ces sujets. Je pensais que vous l'aviez compris. Je me suis exprimé largement devant l'opinion française, il y a moins de quarante huit heures et je n'ai rien à ajouter pour l'instant, voilà. M. Craxi nous a reçus, il a coprésidé avec moi cette réunion, sa relation est tout à fait exacte et je m'associe d'ailleurs si vous voulez que je m'avance sur ce terrain, aux vœux qu'il a exprimés pour la réconciliation nationale au Liban.

- QUESTION.- Mais d'après ce qu'on a lu dans la presse, on dit que le gouvernement français avait préaverti le gouvernement américain. Alors l'Amérique et la France, c'est deux choses différentes. Vous avez dit tout à l'heure que vous deviez en parler seulement aux Français, ce que vous avez fait. Alors c'est vrai ou non que vous aviez renseigné le gouvernement américain.

Merci.

- LE PRESIDENT.- Venez me voir un de ces jours à Paris...

- QUESTION.- (inaudible)... la politique intérieure française que cette action...

- LE PRESIDENT.- L'une des vertus que j'admire le plus, c'est la persévérance.\

QUESTION.- (inaudible)

- LE PRESIDENT.- Oui, nous avons en effet parlé de ce sujet fort important qui est à l'ordre du jour, et j'ai répété ce que j'ai si souvent dit, c'est-à-dire que la demande d'élargissement de l'Espagne et du Portugal était parfaitement fondée, non seulement parce que ce sont deux démocraties qui s'affirment de mieux en mieux et qui montrent beaucoup de courage, à la fois pour affermir la démocratie, et pour redresser l'économie et aussi parce qu'il serait vain d'engager une conversation sur l'identité de l'Espagne et celle du Portugal : sont-ils européens, ou ne le sont-ils pas. Ils le sont. J'ai presque honte d'avoir à le souligner. Donc aucune raison politique à la moindre réserve.\

` Suite réponse sur l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal `

- Le problème est tout à fait pratique, pragmatique et c'est un problème de réalité du moment. Je répondrai à votre question par deux questions : est-ce que la Communauté des Dix est prête à se discipliner et à se réformer, en particulier sur le -plan de sa politique agricole ? Est-elle prête à se doter du moyen de développer elle-même sa propre agriculture. Cela faciliterait considérablement l'entrée de nouveaux pays dont les productions principales, de par leur -nature, ne manqueront pas d'alourdir les difficultés actuelles car, comme vous le savez, les productions méditerranéennes sont très peu, ou très mal, ou pas du tout, protégées dans l'Europe.

- La deuxième question est celle-ci : est-ce que la Communauté, l'Espagne, le Portugal, et la France sont prêts à s'engager sur des points précis qui touchent à l'organisation des fruits et

légumes ? Cela est déjà bien entamé et il y a l'amorce d'un accord qui pourrait être sanctionné à Athènes. Pour la viticulture et la pêche, est-on en mesure de répondre d'une façon suffisamment positive pour que l'on n'ajoute pas des détresses à d'autres détresses, des appauvrissements régionaux à d'autres appauvrissements régionaux. Il ne sert à rien d'exporter des difficultés régionales entre les diverses régions du Midi de la France, du nord de l'Espagne ou bien de l'Italie. Voilà des questions purement pratiques, qui ne posent pas de questions de principe.

- Quant au fait d'être douze, plutôt que dix, après tout ce problème s'est posé avec une autre acuité lorsqu'il s'est agi de passer de Six à Neuf. On a eu neuf, puis dix, neuf parce que la Norvège s'est finalement retirée du jeu, dix parce que la Grèce est venue nous rejoindre.

- C'est avec l'esprit le plus pratique possible que j'aborde cette discussion. Peu importe le vocabulaire que l'on emploie : préalables, conditions, questions initiales, débats sur les affaires communes entre ces deux pays et la Communauté, peu importe le mot. En tout cas, celui qu'on doit éliminer, c'est dictat et refus. Il n'y a qu'exigence de l'examen sérieux d'un problème sérieux pour que la situation de la Communauté elle-même ne soit plus gravement altérée qu'elle ne l'est déjà, dans ses relations internes, et pour que la France dont j'ai la charge puisse aborder cette nouvelle période en ayant le sentiment d'avoir défendu ses justes intérêts.\

QUESTION.- (inaudible) (à propos du raid de l'aviation française près de Baalbek au Liban, jeudi 17 novembre 1983)

- LE PRESIDENT.- ... Je croyais avoir répondu à vos collègues. Je demande simplement à nos amis journalistes italiens qui insistent beaucoup sur cette question de ne pas limiter leur appréciation au laps de temps qui s'est écoulé depuis hier, à la même heure ou à peu près, mais de penser aussi que 58 soldats et quelques Libanais sont morts alors qu'ils servaient la paix et la concorde au Liban et qu'ils n'avaient jamais tiré un coup de feu. Je suis presque un peu étonné que cette considération paraisse absente des questions qui me sont posées.\

QUESTION.- ... (inaudible)

- LE PRESIDENT.- C'est une autre question. Nous avons beaucoup de choses à nous dire, et comme le problème de cette conférence méditerranéenne dont j'ai pris l'initiative en d'autres temps, a besoin de recueillir plusieurs accords, en particulier dans les relations entre le Maroc et l'Algérie, entre Italiens et Français qui avons a priori une pensée commune, nous n'avons pas besoin d'aller plus loin.

- QUESTION.- Certains de nos confrères italiens dans la presse de ce matin ont indiqué que le début de vos entretiens ont été hier, glacial. Est-ce que vous avez ressenti cette impression, la question se pose d'ailleurs pour les deux Présidents ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai eu à aucun moment cette impression dans mes entretiens avec M. le président du Conseil italien. Ce sont d'ailleurs les seules conversations qui aient eu lieu hier soir avant le dîner, et ces relations continuaient d'être très faciles ce matin. J'ajoute que puisque vous parlez du début des conversations dont vous dites qu'il aurait été glacial, il avait d'autant moins des raisons de l'être que j'ignorais la déclaration qui avait été faite.\